

Objet :**Désignation d'un
réfèrent déontologue –
Monsieur
Michel Dupuis****EXTRAIT****Du registre des délibérations du Conseil Municipal**
Séance ordinaire du 10 Octobre 2023.

Le Conseil Municipal de la Ville d'AULNOYE-AYMERIES s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances et sur convocation de son Maire en date du 3 Octobre 2023.

Présents : ADELINET Jeannine, ALEXANDRE VIRGILE Dominique, BAUDOUX Bernard, BERNARD Serge, CARPENTIER François, DEMILLY Nicole, DENEUBOURG Sandrine, DENYS Agnès, DEPRET Kévine, DESSE Janique, DESSE Perrine, DURIEUX Jean, LEROY Brigitte, N'DIAYE Betty, PARIS Vanessa, THURETTE Pascal, TOURNAY Sylvie, VOLKAERT David, WAGER Michel. (19 membres).

Ont donné procuration : DURSANT Sébastien (à BAUDOUX Bernard), GEORGES Hugo (à N'DIAYE Betty), LAGRENE Laurent (à DEMILLY Nicole), OUMHETA Bilel (à VOLKAERT David), WAGER Corinne, (à ALEXANDRE VIRGILE Dominique) et YEDDOU Leïla (à DENYS Agnès). (6 membres).

Excusés : CARON Marianne, DEHIER Philippe. (2 membres)

Absents : PALMISTE Logan, MAIRIAUX Isabelle. (2 membres).

La séance s'est tenue sous la présidence de Monsieur Bernard BAUDOUX, MAIRE.

Madame Agnès DENYS, adjointe, a été nommée secrétaire.

Les Collectivités Territoriales ont l'obligation de désigner un réfèrent déontologue depuis le 1er juin 2023.

Le réfèrent déontologue pourra être sollicité par tout élu local, il sera chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés notamment dans la charte de l'élu local.

Pour rappel, en vertu des dispositions de l'article R.1111-1-A du CGCT, le réfèrent déontologue doit être désigné par délibération des organes délibérants correspondants :

- soit à « une ou plusieurs personnes n'exerçant au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci » ;
- soit un collège, composé de plusieurs personnes.

La CAMVS a souhaité désigner un seul réfèrent déontologue en la personne de Monsieur **Michel DUPUIS** en sa qualité de Docteur en droit, professeur des facultés de droit à l'université de Lille, chercheur et consultant, spécialisé dans les questions de déontologie publique.

1. **Les missions du réfèrent déontologue**

Les missions qui lui ont été confiées par la CAMVS sont les suivantes :

- Apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés notamment par la charte de l'élu local,
- Être à la demande de l'élu qui le saisit, l'interlocuteur de la Haute

autorité pour la transparence de la Vie Publique concernant les déclarations d'intérêts et de situation patrimoniale des élus locaux de la collectivité concernée.

2. Les conditions d'exercice des missions du référent déontologue

Celui-ci a été désigné référent déontologue dans les conditions légales suivantes :

- Le référent déontologue est désigné à compter de l'entrée en vigueur de la délibération le désignant et jusqu'à la fin du mandat.
- Les modalités de saisines sont les suivantes :
 - Par courriel adressé à l'adresse courriel suivante : michel.dupuis@univ-lille.fr
 - Par téléphone au numéro suivant : 06 77 09 32 82
- Les avis du référent déontologue seront rendus par écrit ou par échanges oraux dans un délai de 3 jours maximum à compter de sa saisine par l'élu.
- Le référent déontologue pourra bénéficier de la mise à disposition d'une salle et de matériel informatique lorsque celui-ci sera sollicité par l'élu.
- Le référent déontologue pourra faire l'objet d'un dédommagement pour chaque dossier qu'il traite à hauteur de 80 € par dossier, il pourra également solliciter le remboursement de ses frais de transports et d'hébergement dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale.

3. La possibilité pour les Communes de désigner le même référent déontologue que la CAMVS

En vertu des dispositions de l'article R.1111-1-A du CGCT le législateur prévoit que «Plusieurs collectivités territoriales, groupements de collectivités territoriales ou syndicats mixtes visés à l'article L. 5721-2 peuvent désigner un même référent déontologue pour leurs élus par délibérations concordantes. »

Il est donc possible pour l'ensemble des communes membres de la CAMVS de désigner par délibération concordante avec la délibération n°3742 en date du 22 juin 2023 du Conseil Communautaire de la CAMVS

Après en avoir délibéré et à l'unanimité, le Conseil Municipal choisit de désigner le même référent que la CAMVS à savoir Monsieur Michel Dupuis, de façon concordante avec la délibération 3742 du 23/06/2023.

Et ont les membres présents, signé lecture faite.

« Pour extrait certifié conforme ».

A Aulnoye-Aymeries, le 10 Octobre 2023. .

Le Maire,

